

**REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE « PROJET D'ANNEXE A LA DECISION PROPOSANT  
LES MODALITES D'ATTRIBUTION DE FREQUENCES DANS LES BANDES 700 MHZ ET 3,4 - 3,8  
GHZ A SAINT MARTIN ET SAINT BARTHELEMY ET DANS LES BANDES 900 MHZ ET 2,1 GHZ A  
SAINT BARTHELEMY »**

Le groupe Iliad a pour ambition d'atteindre la plus grande homogénéité commerciale pour les offres de Free sur ses réseaux mobiles en France, dans les marchés métropolitain et d'outremer. L'atteinte de cette homogénéité est facilitée par l'uniformité des conditions d'attribution des fréquences dans les différents territoires français.

A cet égard, le groupe Iliad tient à souligner la modération économique qui a prévalu en métropole et à la Réunion pour l'attribution des licences 3,5 GHz. Dans un contexte où les licences dans les outremer font pour la première fois l'objet d'attribution au travers d'un mécanisme d'enchères, il est indispensable que les modalités d'attribution envisagées par le gouvernement et l'Arcep restent mesurées sur le plan économique.

De manière générale, les obligations et engagements prévus par les modalités d'attribution envisagées par l'Arcep nous paraissent équilibrés, en ce que les obligations de déploiement sont assorties d'obligations de mutualisation ou conditionnées par la mise à disposition d'emplacements et en ce que les engagements et obligations sont cohérents avec ceux qui prévalent en métropole.

Le restant des modalités d'attribution envisagées par l'Arcep dans le cadre de son projet d'attribution à Saint-Martin et Saint-Barthélemy conduisent le groupe Iliad à formuler les commentaires suivants.

*Modalités d'attribution en bande 700 MHz à Saint Martin et à Saint-Barthélemy*

Nous aurions préféré une attribution des blocs dans le cadre d'enchères ascendantes, qui nous paraissent plus lisibles et plus sécurisantes pour les opérateurs que les modalités d'enchères envisagées par l'Arcep en un tour au second prix.

*Modalité d'attribution en bande 3,5 GHz à Saint Martin et à Saint-Barthélemy*

L'Arcep prévoit l'attribution, contre des engagements, de blocs de 50 MHz. Or, 380 MHz étant disponibles dans la bande, il aurait été possible d'envisager une taille de bloc plus importante. Du fait du plafond à 100 MHz, l'Arcep aurait pu prévoir des blocs de 80 MHz au prix de réserve et ne mettre aux enchères que les 60 MHz résiduels, facteurs de rareté. En pratique, le résultat qui sera obtenu au travers des enchères envisagées par l'Arcep est théoriquement équivalent à ce format d'attribution plus simple.

En revanche, la nature de l'enchère prévue par l'Arcep, en un tour à pli fermé, si elle conduit également théoriquement à des résultats d'enchères similaires à une enchère ascendante, génère une grande



complexité d'analyse et une forte incertitude. La duplication des modalités d'enchères mis en place en métropole nous paraît préférable car plus lisible et moins complexe pour les opérateurs.

*Modalités d'attribution en bande 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy*

Nous n'avons pas de remarque concernant les modalités prévues par l'Arcep pour l'attribution des 4,8 MHz duplex en bande 900 MHz et des 5 MHz duplex en bande 2,1 GHz.